

Table des matières

PARTIE A - CADRE COMMUN

PLAN DE LA PARTIE A - CADRE COMMUN

I. BIBLIOGRAPHIE

II. LÉGISLATION NATIONALE

1. Loi de base de 2009

Loi du 22 mai 2009 relative au respect des droits de propriété intellectuelle

22 mai 2009. – LOI relative au respect des droits de propriété intellectuelle..... 3

2. Législation fiscale

4 décembre 1967. – LOI modifiée concernant l'impôt sur le revenu .. 6

16 octobre 1934. – LOI concernant l'évaluation des biens et valeurs (Bewertungsgesetz) 8

3. Incriminations du Code pénal

3.1. Contrefaçon de marques

16 juin 1879. – CODE pénal 9

3.2. Contrefaçon de modèles et dessins

16 juin 1879. – CODE pénal 10

3.3. Indication d'un faux auteur sur un écrit

16 juin 1879. – CODE pénal 11

3.4. Secret de fabrication et secret d'affaires

3.4.1. Dispositions pénales

16 juin 1879. – CODE pénal 12

3.4.2. Dispositions civiles

26 juin 2019. – LOI sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. 13

3.5. Blanchiment

16 juin 1879. – CODE pénal 16

4. Questions spécifiques

4.1. Conseillers en propriété industrielle

2 septembre 2011. – LOI réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales 17

10 août 1991. – LOI sur la profession d'avocat 18

4.2. Droit des sociétés - Fusion, scission et transfert de patrimoine professionnel

10 août 1915. – LOI concernant les sociétés commerciales 19

4.3. Droit du travail

31 juillet 2006. – CODE du travail 20

4.4. Journalisme - Droits d'auteur

8 juin 2004. – LOI sur la liberté d'expression dans les médias 21

4.5. Régime matrimonial

15 mars 1803. – CODE civil 22

4.6. Recherche publique

3 décembre 2014. – LOI ayant pour objet l'organisation des centres de recherche publics 23

4.7. Aides publiques

17 mai 2017. – LOI ayant pour objet le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation. 24

4.8. Accès conditionnel aux services de télévisions et de radio

27 février 2011. – LOI sur les réseaux et les services de communications électroniques 25

4.9. Médias d'enseignement

7 octobre 1993. – LOI ayant pour objet *a.* la création d'un Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques; *b.* la création d'un «Centre de gestion informatique de l'éducation»; *c.* (loi du 6 février 2009) «l'institution d'un Conseil scientifique» (extrait art. 14) (Loi du 13 juin 2013). 26

4.10. Prix imposés et refus de vente

9 décembre 1965. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant réglementation des prix imposés et du refus de vente 27

4.11. Mise en gage du fonds de commerce

27 mai 1937. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL portant réglementation de la mise en gage du fonds de commerce 28

4.12. Publicité trompeuse

8 avril 2011. – LOI portant introduction d'un Code de la consommation (*Mémorial A n° 69, 12 avril 2011*) 29

23 décembre 2016. – LOI sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative 29

4.13. Réutilisation d'informations du secteur public

4 décembre 2007. – LOI sur la réutilisation des informations du secteur public 30

14 septembre 2018. – LOI relative à une administration transparente et ouverte. 31

III. JURISPRUDENCE

PARTIE B - PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

PLAN DE LA PARTIE B - PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

I. BIBLIOGRAPHIE

II. LÉGISLATION NATIONALE

1. Loi de base de 2001

18 avril 2001. – LOI sur les droits d’auteur, les droits voisins et les bases de données 69

10 février 2015. – LOI portant transposition de la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d’auteur et de certains droits voisins et ayant pour objet de modifier la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d’auteur, les droits voisins et les bases de données 81

2. Gestion collective et licences multiterritoriales

25 avril 2018. – LOI relative à la gestion collective des droits d’auteur et des droits voisins et l’octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d’auteur, les droits voisins et les bases de données 83

3. Règlements d'exécution

3.1. Organismes de gestion collective

30 juin 2004. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant les organismes de gestion et de répartition des droits d’auteurs et des droits voisins 92

3.2. Commission des droits d'auteur

16 mars 2005. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant organisation de la Commission des droits d’auteur et des droits voisins 94

3.3. Droit de suite

25 août 2006. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif au droit de suite 95

3.4. Prêt public

8 janvier 2007. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL relatif à la rémunération équitable pour prêt public 96

31 mars 2008. – ARRÊTÉ GRAND-DUCAL désignant les institutions et établissements, pratiquant le prêt public en tant que mise à disposition pour l’usage, exempts du paiement de la rémunération pour prêt public 96

4 juillet 2010. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant exécution de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques. 97

4. Oeuvres orphelines

3 décembre 2015. – LOI relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines. 98

15 janvier 2016. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL établissant les sources à consulter par les organismes bénéficiaires pour la détermination du statut d’œuvre orpheline 99

III. JURISPRUDENCE

PARTIE C - MARQUES

PLAN DE LA PARTIE C

I. BIBLIOGRAPHIE

II. LÉGISLATION

18 avril 2001. – LOI portant désignation des tribunaux des marques communautaires 269

25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) 269

III. JURISPRUDENCE

PARTIE D - DESSINS ET MODÈLES

PLAN DE LA PARTIE D - DESSINS ET MODÈLES

I. BIBLIOGRAPHIE

II. LÉGISLATION

25 février 2005. – CONVENTION Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles) 499

III. JURISPRUDENCE

PARTIE E - BREVETS D'INVENTION

PLAN DE LA PARTIE E - BREVETS D'INVENTION

I. BIBLIOGRAPHIE

II. LÉGISLATION NATIONALE

1. Loi de base de 1992

20 juillet 1992. – LOI portant modification du régime des brevets d’invention 517

2. Règlements d'exécution

2.1. Procédure et formalités

17 novembre 1997. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL concernant la procédure et les formalités administratives en matière de brevets d’invention 532

2.2. Conseil National

6 janvier 1995. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant création d’un Conseil National de la Propriété Industrielle. 538

2.3. Taxes et rémunérations

17 novembre 1997. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL portant fixation des taxes et rémunérations à percevoir. 539

3. Topographies de produits semi-conducteurs

29 décembre 1988. – LOI concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs. 543

4. Défense du territoire et sûreté de l'État

8 juillet 1967. – LOI concernant la divulgation et la mise en oeuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État. 545

18 septembre 1969. – RÈGLEMENT GRAND-DUCAL pris en exécution de l'article 4, alinéa final, de la loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en oeuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'État . . . 546

III. JURISPRUDENCE**PARTIE F - PROTECTION ALTERNATIVE****PLAN DE LA PARTIE F - PROTECTION ALTERNATIVE****I. BIBLIOGRAPHIE****II. JURISPRUDENCE**